

24 juillet 2020

(20-5136)

Page: 1/4

Conseil général

Original: anglais

CONSEIL GÉNÉRAL – 15, 16 ET 17 JUILLET 2020

DÉSIGNATION DU NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL – RENCONTRE AVEC LES CANDIDATS

EXPOSÉ PRÉSENTÉ AU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE PAR M. LIAM FOX

17 JUILLET 2020

Excellences, je suis ravi d'être de retour à Genève. En ma qualité de Secrétaire d'État au commerce du Royaume-Uni, je suis venu 6 fois entre ces murs et, dans l'exercice de mes fonctions ministérielles, je me suis rendu dans plus de 100 pays, ce qui explique, j'imagine, que tant de visages dans la présente assemblée me soient familiers.

Il me semble indispensable de commencer en reconnaissant l'ampleur de la difficulté à laquelle la planète se heurte actuellement dans le cadre de la pandémie de COVID, dont j'espère que nous pourrions parler à la séance de questions et réponses.

Que nous a appris cet épisode? À mon sens, il nous a enseigné que nous vivons à présent dans un monde qui est indubitablement plus interconnecté et interdépendant que jamais. Cela a des répercussions importantes sur l'économie mondiale, la santé, la sécurité – et, bien sûr, le commerce. Nous sommes tous concernés.

Toutefois, même avant la pandémie, le système commercial mondial rencontrait des problèmes. Nous avons même vu le commerce se contracter au dernier trimestre de 2019, avant que la pandémie se déclare.

Considérés conjointement, ces éléments indiquent que nous ne pouvons tout simplement pas continuer comme si la situation n'avait rien d'extraordinaire. En fait, on pourrait dire que cette situation est tout à fait extraordinaire. La mission des organisations internationales et des États-nations consiste à surmonter les difficultés que ce contexte renferme.

L'OMC est l'une des institutions déterminantes dans cette épreuve. Je suis convaincu de la grandeur de cette organisation, et du fait qu'elle fourmille de talents, de compétences et de savoirs. Nous avons eu un rôle moteur dans le projet mondial de libéralisation des échanges qui a aidé un milliard de nos semblables à sortir de l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération à peine, une réussite considérable dans l'histoire de l'humanité.

Néanmoins, je sais, après avoir parlé à beaucoup d'entre vous, y compris cette dernière semaine, que vous êtes nombreux à penser que l'ordre des choses est perturbé. En effet, des difficultés techniques doivent être surmontées, mais les véritables problèmes de l'OMC ne sont pas de cet ordre. Notre problème est le manque d'impulsion politique.

La volonté politique requise pour faire les compromis nécessaires à l'évolution du système commercial multilatéral est trop restreinte, tout comme la vision qui permettrait de faciliter ces compromis. Nous devons rétablir cette volonté politique et trouver les mots justes pour exprimer notre vision quant aux possibilités que le commerce peut offrir à une nouvelle génération.

Le grand public devrait considérer que l'OMC a indéniablement sa place parmi les grandes organisations multilatérales. Quand les gens pensent à l'Organisation des Nations Unies, au FMI ou à la Banque mondiale, ils devraient aussi penser à l'OMC.

Ainsi, l'important n'est pas de savoir d'où vient le nouveau Directeur général, mais les compétences et l'expérience, en particulier sur le plan politique, qu'il peut apporter à l'Organisation pour le bien de chacun de ses Membres.

Je pense que les 28 années que j'ai passées en politique et celles pendant lesquelles j'ai été haut fonctionnaire gouvernemental ...

... en charge du commerce, par exemple, ...

... et représentant du Royaume-Uni à la table principale des négociations sur les questions mondiales ...

... me confèrent l'expérience voulue pour retrouver l'élan, l'engagement et les compromis qui nous permettront de redonner à cette institution davantage de pertinence sur le plan mondial.

UN SYSTÈME FONDÉ SUR DES RÈGLES

J'ai toujours cru ardemment dans un système commercial international fondé sur des règles.

L'ouverture commerciale entre nations souveraines repose sur des règles stables, prévisibles et fiables. Ces règles aident les politiciens à rester intègres et à résister aux mesures protectionnistes, qui – soyons honnêtes – ont des défenseurs dans tous nos systèmes, d'une manière ou d'une autre. Si nous les suivons et les respectons, ces règles peuvent concourir à promouvoir la stabilité politique et le progrès économique, le développement, l'emploi et la croissance à l'échelle nationale, ce que nous voulons tous.

Permettez-moi de dire ceci – aucune discussion philosophique abstraite qui aura eu lieu ici, à Genève, n'amènera les représentants à croire dans le principe du libre-échange. C'est en donnant aux populations des emplois, la prospérité et de l'espoir pour la prochaine génération que nous emporterons leur approbation.

Si je vous dis tout cela, c'est parce que j'ai peur pour le système fondé sur des règles lui-même. La mise en œuvre de ce qui a déjà été convenu est lacunaire. Quand le monde s'est réuni à Londres au lendemain d'une guerre mondiale, nos prédécesseurs, en quelques mois à peine, ont établi un ensemble de principes qui ont résisté à l'épreuve du temps. Principes que nous devons nous engager à respecter de nouveau aujourd'hui – ceux de la nation la plus favorisée, du traitement national et de la transparence des engagements.

Après avoir siégé à la Chambre des communes du Royaume-Uni pendant 28 ans, je comprends tout à fait les politiciens qui sont tentés de lésiner sur l'engagement en faveur du multilatéralisme. Il y a toujours des élections à remporter et la stabilité nationale à assurer. Toutefois, nous ne devons jamais perdre de vue ce à quoi ressemblerait un système différent du système international fondé sur des règles. Seuls les plus forts obtiendraient ce qu'ils veulent, mais qu'advviendrait-il de nous? Nous serions oubliés dans leur sillage et les plus petits et les plus vulnérables seraient les plus désavantagés.

Le libre-échange ne doit jamais être synonyme de mêlée générale.

DÉFIS À RELEVER

L'une des premières tâches qui incombera au nouveau Directeur général sera d'obtenir des résultats à la douzième Conférence ministérielle. Évidemment, la teneur de cette réunion doit être arrêtée par les Membres, mais il est essentiel que le Directeur général collabore avec eux pour trouver des idées et établir un ordre du jour qui non seulement nous enthousiasment ici, à l'OMC, mais qui soient aussi considérés comme pertinents en dehors de l'Organisation. Les efforts doivent être axés sur les résultats, et non sur les processus, qui aident les entreprises – grandes, moyennes, petites et micro entreprises – du monde réel dont dépend la véritable prospérité.

Quels sont les défis particuliers qui nous attendent?

Eh bien, même si des lacunes subsistent, les Membres sont peut-être plus près que jamais de convenir de nouvelles disciplines sur les subventions à la pêche préjudiciables et nous devons tout faire pour qu'un résultat soit obtenu dès que possible, de sorte à atteindre l'objectif de développement durable établi par les dirigeants. Toutefois, il ne s'agit pas uniquement d'examiner la question de la pêche, mais aussi de montrer que l'OMC peut, plus généralement, prendre des mesures axées sur la durabilité – un domaine dans lequel les Membres apportent à juste titre d'autres idées et auquel le public attache beaucoup d'importance.

Je sais que bien des Membres souhaitent aussi vivement progresser en ce qui concerne les initiatives conjointes sur le commerce électronique, les services, les MPME et l'investissement – lesquelles occuperont une place importante dans les discussions de ces prochains mois.

Il y a bien sûr aussi l'agriculture. Les subventions, la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, le coton et d'autres questions demeureront essentielles. Cela reste peut-être notre défi le plus difficile à relever, ce dont, je dois dire, j'ai bien conscience compte tenu des heures que nous avons passées à débattre de ce sujet lors de réunions ministérielles sur le commerce. Quiconque ignore les enjeux liés à ces questions ne devrait pas se porter candidat au poste de Directeur général de l'OMC. Le défi en question est difficile à relever, et pour cause: de lui dépendent les moyens de subsistance d'un grand nombre de nos citoyens.

Enfin, bien des Membres souhaitent avancer sur les questions essentielles liées à la réforme de l'OMC, ce qui se conçoit sans peine. J'espère là aussi que nous pourrons revenir sur ce point à la séance de questions et réponses.

Tous ces éléments importent pour une raison. Alors que nous émergeons de la pandémie, nous ne pouvons pas encore juger des préjudices que celle-ci aura portés à l'économie. Néanmoins, il y a fort à parier qu'ils se situeront quelque part entre le mauvais rêve et le pire cauchemar. En outre, nous savons d'expérience qu'il en faudrait peu pour que le plus lourd tribut soit payé par ceux qui sont le moins à même de s'en acquitter.

C'est pourquoi je suis à ce point préoccupé par la multiplication des mesures restrictives pour le commerce prises ces dernières années et qui commencent à boucher les artères du commerce mondiale – analogie que je trouve, en tant que médecin, fort déplaisante.

Il ressort du rapport publié le mois dernier par l'OMC au sujet des mesures restrictives pour le commerce prises par les pays du G-20 que, depuis 2009, la part des importations de ces pays visées par des mesures de ce type a doublé tous les deux ans environ, cette part étant passée de 0,7% en 2009 à 10,3% fin 2019, chiffre stupéfiant s'il en est.

Pendant mon mandat de secrétaire d'État au commerce, j'ai fermement défendu l'Aide pour le commerce et, par l'intermédiaire de Genève, le Royaume-Uni a triplé sa contribution au titre de cette initiative, qui a atteint plus de 100 millions de livres par an. Mais à quoi bon redoubler d'efforts pour contribuer au développement si, en parallèle, certaines des plus grandes économies mondiales opposent davantage d'obstacles au commerce? Nous devons tous traduire nos paroles en actes et je n'hésiterais pas à faire passer ce message aux dirigeants du G-20. Nos résultats doivent cadrer avec notre discours.

LES FEMMES ET LE COMMERCE

Permettez-moi d'aborder à présent l'une des autres grandes questions examinées dans le cadre de l'actuel processus de sélection du Directeur général, à savoir celle du genre. Je suis conscient de l'importance de ce sujet. Je formulerai simplement deux observations.

Premièrement, je suis convaincu que les femmes jouent un rôle d'une importance capitale dans le commerce et nous devons faire en sorte qu'elles puissent toutes avoir accès aux possibilités qu'il offre. Je suis fier de dire que, pendant mon mandat de secrétaire d'État au commerce, le Royaume-Uni a considérablement augmenté son financement au titre de l'initiative SheTrades de l'ITC, qui aide les entreprises détenues par des femmes, y compris les MPME, à accéder aux avantages du commerce dans les pays en développement.

Deuxièmement, je pense que la prédominance masculine qui existe encore – dans une large mesure – au sein des ministères du commerce et des institutions commerciales partout dans le monde n'est pas une bonne chose et je suis d'avis que cette situation doit changer. Quand l'ancienne Première Ministre Theresa May m'a demandé d'établir, sur des bases entièrement nouvelles, le Département du commerce international du Royaume-Uni, c'est avec fierté que j'ai nommé une femme au poste de Secrétaire permanente; de manière générale, je suis fier de la représentation des femmes dans les départements placés sous ma supervision. Je vous fais aujourd'hui le serment que, si vous me faites l'honneur de me nommer au poste de Directeur général, je ferai en sorte qu'au moins la moitié des plus hauts postes de l'équipe de direction de l'OMC seront occupés par des femmes.

Je suis convaincu que l'autonomisation des femmes, y compris par le commerce, est un objectif fondamental en matière d'économie et de développement – au même titre que l'accès à l'éducation ou la liberté d'expression politique. Je suis également convaincu que, pour appuyer cet objectif, nous devrions envoyer un message clair quant au fait qu'ici, à l'OMC, les femmes jouent en toute égalité un rôle puissant dans le commerce.

CONCLUSION

J'ai débuté en parlant de la façon dont la COVID nous avait révélé à quel point nous étions devenus interconnectés et interdépendants. Permettez-moi de conclure en vous faisant part d'un enseignement que j'ai tiré de l'exercice de mes plus hautes fonctions politiques, y compris celles de secrétaire d'État à la défense et au commerce.

Cet enseignement est le suivant: le commerce n'est pas une fin en soi. C'est un moyen qui permet d'arriver à une fin. C'est un moyen qui permet de créer et de partager la prospérité. Cette prospérité est au fondement de la cohésion sociale, qui est elle-même au fondement de la stabilité politique. Cette stabilité politique est le socle de notre sécurité collective.

Je vous dis cela parce que nous devons comprendre que le protectionnisme a un coût. Si nous empêchons les populations d'accéder à la prospérité et aux possibilités qu'offre le commerce, nous ne devrions pas nous étonner du retour de bâton, qu'il s'agisse de migration de masse, de radicalisation politique ou de défaillance des États.

En tant que Membres d'une organisation, nous devons tous retrouver l'optimisme qu'entraîne l'attachement à des valeurs communes. Certes, nous avons tiré un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, mais il est clair que nous ne pouvons pas en rester là.

Nous avons besoin d'une impulsion politique pour aller de l'avant. Ce n'est qu'avec une vision, et un objectif commun, que nous pouvons dégager les compromis nécessaires pour relever les défis que j'ai évoqués ...

... inverser la tendance à la multiplication des mesures restrictives pour le commerce ...

... renouveler notre attachement aux principes fondateurs dont nous sommes tous convenus ...

... tout en actualisant et en renforçant cette institution pour qu'elle soit à même de faire face aux défis du XXI^e siècle.

Je pense avoir les compétences et l'expérience voulues pour donner cette impulsion politique.

L'un de mes héros politique, Winston Churchill, a dit en 1953 que nous étions "en cet instant ... face aux portes de la catastrophe suprême ou de la récompense sans limite". Peut-être, mais ce n'est là qu'une supposition, l'OMC vit-elle un moment comme celui-là vu les choix qui s'offrent à nous.

Merci de me faire l'insigne honneur de me permettre d'être l'un de ces choix.
